



Gaza martyrisée : l'État d'Israël, assassin !

Une nouvelle attaque israélienne, aérienne et terrestre, assassine des centaines de palestiniens à Gaza. La violence à l'œuvre contre Gaza, petite bande de terre surpeuplée et martyrisée, témoigne une fois de plus des véritables objectifs des autorités israéliennes : continuer de spolier les palestiniens de leurs terres en tentant de leur imposer par la terreur, le silence.

Les Palestiniens se retrouvent coupés de leurs champs agricoles par l'émergence de nouvelles implantations, expulsés pour laisser la place à la construction de routes reliant les colonies israéliennes en contournant les zones palestiniennes. Sur la carte du Proche-Orient, les territoires palestiniens ressemblent à des confettis. Ce sont surtout des prisons à ciel ouvert.

Un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre

La politique de l'État israélien depuis des décennies, c'est l'organisation d'un état de guerre permanent pour creuser le fossé entre les deux peuples. La population palestinienne en est la première victime, mais la population israélienne en subit aussi lourdement les conséquences et n'a rien à y gagner.

Pourtant en Israël comme en Palestine existe une force sociale capable de modifier radicalement les choses, la classe ouvrière. La révolte de la jeunesse travailleuse palestinienne est tournée contre l'occupation israélienne, mais aussi contre le sort qui lui est réservé, fait de chômage et de pauvreté. En Israël, en 2012, un mouvement contestant la politique antisociale du gouvernement israélien avait bousculé Netanyahu, qui y avait répondu par des bombardements à Gaza. Il existe aussi des organisations pacifistes, qui mêlent Palestiniens et Israéliens, comme « Briser le silence » ou « Combattants pour la paix ».

La solution aux conflits de la région ne pourra venir que des luttes des travailleurs palestiniens et israéliens pour mettre un terme à l'exploitation et l'oppression, précisément maintenues par la politique agressive de l'État d'Israël avec la complicité des grandes puissances.

Hollande complice

Une fois de plus, les pays occidentaux, France en tête, refusent de condamner la politique criminelle d'Israël. Aux quatre coins du monde, des manifestations d'opposition à l'opération meurtrière en cours à Gaza sont organisées, y compris en Israël. Le gouvernement Hollande interdit les manifestations dans la capitale. Samedi, des milliers de personnes ont bravé cette interdiction, malgré l'impressionnant quadrillage policier. En fin de manifestation, des échauffourées ont eu lieu entre des manifestants et les forces de l'ordre. Comment aurait-il pu en être autrement au vu du dispositif policier et de la volonté du gouvernement de museler toute opposition à son soutien à la guerre menée par l'État d'Israël.

Nous appelons tous ceux qui sont révoltés par les crimes commis à Gaza à protester publiquement pour que cesse l'occupation des terres palestiniennes par le bras armé de l'État d'Israël !

Porte paroles du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.

contact mail : npa87@npalimousin.org - site www.npa2009.org

IPNS - ne pas jeter sur la voie publique - faire circuler - Limoges, le 19/07/2014

Qui profite des intermittents du spectacle ?

Medef et gouvernement mentent en rendant responsables les intermittents du spectacle d'une partie du déficit de l'assurance chômage, et font silence sur les vrais profiteurs du système. Et pour cause, ce sont les employeurs, ces amis du Medef, qui utilisent ce système des intermittents pour éviter les CDI en précarisant au maximum la profession. Ils ont généralisé le système... à leur plus grand bénéfice : plus de temps de travail à respecter, ni d'indemnisation à payer.

Le premier employeur ayant recours à l'intermittence serait Radio-France, avec plus de 6 000 contrats d'intermittents en cours. Puis viennent les chaînes de télévision qui font passer leur personnel à travers l'intermittence au lieu d'embaucher en fixe. Disney, avec 1 500 salariés sous ces contrats. Et toute une série de grandes et petites entreprises de production qui accroissent leurs bénéfices à travers ce système de précarisation généralisée.

Ce sont ces profiteurs-là qu'il faudrait faire payer, et non pas les travailleurs du spectacle qui n'ont pas d'autres choix que de subir cette précarité. Le combat des intermittents et des précaires est notre combat à tous.

SNCF : des économies criminelles

Le 12 juillet, une cérémonie avait lieu à la gare de Brétigny-sur-Orge en souvenir des victimes du déraillement, il y a un an. Un rapport d'experts mandatés par la justice vient de conclure à « un état de délabrement jamais vu » du réseau à cet endroit et à un défaut de maintenance accusant clairement la gestion de la SNCF.

Le ministre des Transports et la direction de la SNCF pleurent des larmes de crocodile à Brétigny mais contestent ce rapport pourtant corroboré par les multiples alertes des cheminots, depuis des années.

Le 17 juillet, c'est à Denguin, dans les Pyrénées-Atlantiques qu'un TER percute un TGV suite à des problèmes de signalisations.

La SNCF prétend tout mettre en œuvre pour améliorer la maintenance, mais la réforme ferroviaire, contre laquelle les cheminots ont fait grève en juin, implique encore des économies, le recours accru à la sous-traitance et des suppressions d'emplois. Le combat des cheminots est bien celui de tous les usagers.

La Poste : un plan contre les usagers et les postiers

Le PDG de La Poste, Philippe Wahl, vient d'annoncer son plan pour les années qui viennent, pour...tripler les bénéfices ! Les services aux usagers devraient augmenter plus que l'inflation !

Les suppressions d'emplois vont continuer. La baisse du trafic sert d'alibi à ces suppressions, alors que les tournées sont sans cesse rallongées et que le nombre de boîtes à lettres couverte par chaque facteur augmente au fil des réorganisations. Wahl annonce que les facteurs auront à assumer d'autres tâches, comme les visites aux personnes âgées, dûment facturées... avec moins de facteurs. Donc assurer les tournées au pas de course et ne parler qu'à ceux qui ont payé !

Suppressions d'emplois également aux guichets où sont effectuées les opérations financières de la banque postale, qui sont, elles,

en constante augmentation. Les usagers font la queue, s'énervent, et les guichetiers doivent faire face comme ils peuvent, dans des bureaux où les automates ont remplacé le contact humain.

La direction de la Poste a de nombreuses fois reculée dans ses restructurations face à la résistance des postiers du 92, du 15ème à Paris, de Decazeville, et dans bien d'autres villes. Pour faire cesser la continuelle dégradation de nos conditions de travail et d'existence, c'est tous ensemble, qu'il faut s'y mettre !

Limoges : les familles rançonnées !

La municipalité de Limoges a décidé de rendre payante les études du soir et les activités périscolaires dans les écoles maternelles et primaires. Elle prend prétexte de la réforme des rythmes scolaires (imposée par le gouvernement PS) pour faire les poches des parents.

Par contre, la nouvelle majorité de droite, comme la municipalité précédente, n'a pas d'état d'âme pour continuer à financer des études pour la LGV Limoges-Poitiers : elle budgétise 2,6 millions d'euros, plus du double de ce que va coûter à la ville le périscolaire l'année prochaine !

Le collectif pour la gratuité du périscolaire à Limoges a dénoncé ces choix en manifestant lors du conseil municipal du 8 juillet et compte bien ne pas en rester là en septembre !

Dacia-Renault : chasse aux profits

A l'usine de Mioveni, en Roumanie un salaire moyen est de 580 euros. C'est encore trop cher pour le groupe, malgré l'inflation qui ronge rapidement les salaires des ouvriers. Alors que les salariés demandent 114 euros d'augmentation, la direction n'en propose qu'une vingtaine. Et elle menace de délocaliser la production à l'usine de Tanger au Maroc si les ouvriers roumains cherchent à améliorer leurs maigres salaires. Ces exploiters sans frontières sont prêts à se servir de la misère des uns pour accroître celle des autres. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !